

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2019/203885]

2 MAI 2019. — Décret modifiant le décret du 30 mars 1995 relatif à la publicité de l'Administration et le Code de la démocratie locale et de la décentralisation en vue de renforcer le rôle de la Commission d'accès aux documents administratifs (CADA) de la Région wallonne (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. L'article 2 du décret du 30 mars 1995 relatif à la publicité de l'Administration est remplacé par ce qui suit :

" Art. 2. § 1^{er}. Le présent décret ne s'applique pas aux informations environnementales définies à l'article D.6., 11^o, du Livre 1^{er} du Code de l'Environnement.

La commission de recours visée à l'article D.20.3, § 1^{er}, du Livre 1^{er} du Code de l'Environnement est chargée de l'application du présent décret pour les documents administratifs dans les recours qu'elle a à connaître au titre de la procédure de rectification et de recours prévue au sein de la Section 3, du Chapitre II, du Titre I^{er}, de la Partie III du même Code.

§ 2. Il ne préjudicie pas aux dispositions décrétales qui prévoient une publicité plus étendue de l'Administration. ».

Art. 2. Dans le décret du 30 mars 1995 relatif à la publicité de l'Administration, il est inséré, après l'article 7, un chapitre IV intitulé « Chapitre IV - Recours ».

Art. 3. L'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, du décret du 30 mars 1995 relatif à la publicité de l'Administration est modifié comme suit :

" 1^o aux autorités administratives régionales; aux autorités administratives autres que régionales mais uniquement dans la mesure où, pour des motifs relevant des compétences régionales, le décret interdit ou limite la publicité de documents administratifs; aux organismes visés par l'article 3 du décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public; aux organismes visés par l'article 3 du décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution; ci-après, les entités; ».

Art. 4. L'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, du même décret est abrogé.

Art. 5. Dans le Chapitre IV inséré par l'article 2, l'article 8 est remplacé par ce qui suit :

" Art. 8. § 1^{er}. Il est créé une commission d'accès aux documents administratifs, ci-après dénommée " la Commission ".

La Commission connaît des recours introduits contre les décisions de rejet, même implicites, de l'entité compétente saisie d'une demande de consultation, de communication ou de rectification d'un document administratif, conformément aux articles 6 et 7 du présent décret.

§ 2. La Commission peut également être consultée par une entité.

§ 3. La Commission peut, d'initiative, émettre des avis sur l'application générale du présent décret. Elle peut soumettre au Parlement des propositions relatives à son application et à sa révision éventuelle.

§ 4. La Commission se compose d'un président et de cinq membres, dont un vice-président, désignés par le Gouvernement.

§ 5. Chaque mandat a une durée de cinq ans, renouvelable deux fois, prenant cours à compter de la date de l'arrêté de désignation.

§ 6. Le président est un magistrat ou un magistrat honoraire du rôle francophone. Un membre est magistrat ou magistrat honoraire du rôle francophone.

Deux membres sont diplômés de l'enseignement universitaire et possèdent des connaissances en droit administratif. Le vice-président est désigné parmi eux.

Deux membres sont nommés parmi les fonctionnaires de la Région ou des personnes morales de droit public qui en dépendent, de rang A3 au moins. Ceux-ci disposent d'une voix consultative.

En cas d'égalité des voix, la voix du président, ou de son suppléant en cas d'empêchement ou d'absence du président, est prépondérante.

§ 7. Il est nommé, pour chacun des membres, un suppléant sous les mêmes conditions que les membres effectifs.

§ 8. En cas d'empêchement ou d'absence d'un membre, celui-ci est remplacé par son suppléant. Si un membre démissionne ou cesse pour une raison quelconque de faire partie de la Commission, le suppléant achève le mandat de son prédécesseur.

En cas d'empêchement ou d'absence du président, ou dans l'attente de son remplacement, ses missions sont remplies par son suppléant.

En cas d'empêchement ou d'absence du président et de son suppléant ou dans l'attente de leur remplacement, ses missions sont remplies par le vice-président.

En cas d'empêchement ou d'absence du président, de son suppléant et du vice-président ou dans l'attente de leur remplacement, les missions sont remplies par le suppléant du vice-président.

§ 9. Le Gouvernement arrête les modalités de fonctionnement de la Commission en ce compris la rémunération de ses membres, et de la composition et le fonctionnement de son secrétariat.

§ 10. La Commission instituée avant l'entrée en vigueur du présent décret reste valablement constituée jusqu'à son renouvellement. Elle exerce les missions définies par le présent décret. ».

Art. 6. Dans le même chapitre, il est inséré un article *8bis* rédigé comme suit :

« Art. *8bis*. Le recours devant la Commission peut être introduit par tout demandeur n'ayant pas obtenu satisfaction auprès de l'entité compétente par requête adressée au secrétariat de la Commission par lettre recommandée ou par tout autre moyen conférant date certaine à l'envoi et à la délivrance de cet envoi dans un délai de trente jours, qui en fonction du cas prend effet :

- le lendemain de la réception de la décision de rejet;

- le lendemain de l'expiration du délai visé à l'article 6, § 5, ou à l'article 7, alinéa 2.

La requête énonce l'identité et le domicile du requérant, l'identité et le siège de l'entité auteure de la décision de rejet, l'objet exact de la demande ainsi que les moyens du recours. Le requérant joint également la décision de rejet attaquée ou, en cas de décision implicite de rejet, les documents attestant de la demande qu'il a introduite auprès de l'entité.

Le secrétariat de la Commission adresse sans délai et par lettre recommandée ou par tout autre moyen conférant date certaine à l'envoi et à la délivrance de cet envoi une copie du recours introduit auprès d'elle à l'entité concernée. ».

Art. 7. Dans le même chapitre, il est inséré un article *8ter* rédigé comme suit :

« Art. *8ter*. L'entité concernée transmet au secrétaire de la Commission copie du document objet de la demande du requérant dans les quinze jours de la demande, ainsi que tout autre élément de droit ou de fait, document ou renseignement qui ont motivé sa décision de rejet. Elle y joint, le cas échéant, une note d'observations. La Commission envoie, moyennant le respect des exceptions prévues à l'article 6 du présent décret, une copie de cette note d'observations au requérant par lettre recommandée ou par tout autre moyen conférant date certaine à l'envoi et à la délivrance de cet envoi.

À défaut de communication par l'entité concernée de la copie du document ou de tout autre élément, document ou renseignement justifiant sa décision de rejet, la Commission fait d'office droit au recours et décide, moyennant le respect des exceptions prévues à l'article 6 du présent décret, la production du document demandé. L'entité concernée exécute la décision de la Commission dans le délai imparti par cette dernière. Ce délai est au minimum de 15 jours et au maximum de 60 jours. ».

Art. 8. Dans le même chapitre, il est inséré un article *8quater* rédigé comme suit :

« Art. *8quater*. § 1^{er}. Le requérant ou son conseil, ainsi que l'entité compétente ou son délégué sont, à leur demande, entendus par la Commission.

Lorsqu'une partie demande à être entendue, les autres parties sont invitées à comparaître.

§ 2. La Commission peut auditionner toutes les parties concernées, ainsi que, le cas échéant, les experts et les membres du personnel de l'entité concernée pour demander des informations supplémentaires. L'audition respecte le principe du contradictoire. ».

Art. 9. Dans le même chapitre, il est inséré un article *8quinquies* rédigé comme suit :

« Art. *8quinquies*. § 1^{er}. La Commission se prononce sur le recours à huis clos et porte sa décision à la connaissance du demandeur et de l'entité concernée par lettre recommandée ou par tout autre moyen conférant date certaine à l'envoi et à la délivrance de cet envoi dans un délai de quarante-cinq jours à compter de la réception de la copie du document administratif objet de la demande. Elle peut toutefois, par décision motivée, proroger ce délai d'une durée maximum de 15 jours. En cas d'audition, le délai est d'office prorogé de 15 jours. Il est suspendu du 16 juillet au 15 août.

§ 2. Si la Commission fait droit au recours, l'entité concernée exécute sa décision dans le délai imparti par cette dernière dans sa décision. Ce délai est au minimum de 15 jours et au maximum de 60 jours. Le Gouvernement fixe les sanctions en cas de non-respect de l'alinéa 1^{er}. ».

Art. 10. Dans le même chapitre, il est inséré un article *8sexies* rédigé comme suit :

« Art. *8sexies*. La Commission exerce sa mission de manière indépendante et impartiale. Lors du traitement des recours, elle ne peut recevoir aucune instruction. Ses membres ne peuvent pas faire l'objet d'une évaluation ou d'une procédure disciplinaire sur la base des motifs des décisions adoptées dans le cadre des tâches qui leur sont attribuées par le présent décret ou par ses arrêtés d'exécution. ».

Art. 11. Dans le même décret, il est inséré, après l'article *8sexies*, un chapitre V intitulé « Chapitre V - Dispositions diverses ».

Art. 12. Dans le Chapitre V inséré par l'article 11, il est inséré un article *8septies* rédigé comme suit :

« Art. *8septies*. La Commission publie sur un site internet, au moins les informations suivantes :

- 1° des informations compréhensibles sur la publicité active et passive des documents administratifs;
- 2° un mode d'emploi sur la manière de demander des documents administratifs, les éléments que la demande doit contenir, à quelle entité la demande peut être adressée;
- 3° les informations relatives à l'introduction d'un recours en cas de rejet ou d'absence de réponse à une demande de documents administratifs;
- 4° ses décisions sur les recours, préalablement anonymisées. ».

Art. 13. Dans le même chapitre, il est inséré un article *8octies* rédigé comme suit :

« Art. *8octies*. Chaque année et au plus tard le 30 juin, la Commission fournit au Parlement wallon un rapport portant sur les recours qui ont été introduits ainsi que sur l'application générale des dispositions relatives à la publicité de l'Administration au cours de l'année civile précédente.

La Commission transmet une copie de son rapport au Gouvernement ».

Art. 14. Dans le décret du 30 mars 1995 relatif à la publicité de l'Administration, les mots " autorité administrative " sont remplacés par le mot " entité " à l'article 1^{er}, alinéa 2, 2°.

Dans le décret du 30 mars 1995 relatif à la publicité de l'Administration, les mots " autorités administratives régionales " sont remplacés par le mot " entités " à l'article 3.

Dans le décret du 30 mars 1995 relatif à la publicité de l'Administration, les mots " autorité administrative régionale " sont remplacés par le mot " entité " aux articles suivants :

- article 3;
- article 4;
- article 5;
- article 6, §§ 3 et 5;
- article 7;
- article 9.

Dans le décret du 30 mars 1995 relatif à la publicité de l'Administration, les mots " L'autorité administrative régionale ou non régionale " sont remplacés par " L'entité ou l'autorité administrative non régionale " à l'article 6, §§ 1 et 2.

Dans le décret du 30 mars 1995 relatif à la publicité de l'Administration, le mot " autorité " est remplacé par le mot " entité " aux articles suivants :

- article 5, alinéa 2;
- article 6, § 3, alinéa 1^{er}, 2°;
- article 7, alinéas 1 et 3;
- article 9, alinéa 3.

Art. 15. Dans le chapitre unique du Titre VI " Publicité de l'Administration " contenant les articles L1561-1 à L1561-13, du Livre 5 de la Première partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les mots " l'intercommunale " sont, à chaque fois, suivis des mots " ou la société à participation publique locale significative, au sens de l'article L5111-1, alinéa 1^{er}, 10°, du Code ".

Art. 16. L'article L1561-8 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation est remplacé par ce qui suit :
 " Art. L1561-8. § 1^{er}. Si l'intercommunale ou la société à participation publique locale significative, au sens de l'article L5111-1, alinéa 1^{er}, 10^o, du Code, concernée rejette une demande de consultation, de communication ou de rectification, même de façon implicite, le demandeur peut introduire un recours contre cette décision devant la Commission d'accès aux documents administratifs, visée à l'article 8 du décret du 30 mars 1995 relatif à la publicité de l'Administration.

Le recours est exercé et examiné selon les modalités et dans les délais fixés par le décret susvisé.

§ 2. Cette Commission peut, d'initiative, émettre des avis sur l'application générale du présent titre. Elle peut soumettre au pouvoir législatif des propositions relatives à son application et à sa révision éventuelle. ».

Art. 17. Dans l'article L3211-3, alinéa 1^{er}, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les mots ", aux ASBL communales, aux ASBL provinciales, aux régies communales autonomes, aux régies provinciales autonomes, aux associations de pouvoirs publics visées à l'article 118 de la loi organique des centres publics d'action sociale, aux associations de projet, aux sociétés de logement de service public (SLSP), ci-après, les entités. " sont insérés après les mots " aux autorités administratives provinciales et communales ".

Art. 18. L'article L3231-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation est remplacé par ce qui suit :
 « Art. L3231-5. § 1^{er}. Si l'entité rejette une demande de consultation, de communication ou de rectification, même de façon implicite, le demandeur peut introduire un recours contre cette décision devant la Commission d'accès aux documents administratifs visée à l'article 8 du décret du 30 mars 1995 relatif à la publicité de l'Administration.

Le recours est exercé et examiné selon les modalités et dans les délais fixés par le décret susvisé.

§ 2. Cette Commission peut, d'initiative, émettre des avis sur l'application générale du présent livre. Elle peut soumettre au pouvoir législatif des propositions relatives à son application et à sa révision éventuelle. ».

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 2 mai 2019.

Le Ministre-Président,
W. BORSUS

La Ministre de l'Action sociale, de la Santé, de l'Egalité des chances,
de la Fonction publique et de la Simplification administrative,
A. GREOLI

Le Ministre de l'Economie, de l'Industrie, de la Recherche,
de l'Innovation, du Numérique, de l'Emploi et de la Formation,
P.-Y. JEHOLET

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire,
des Travaux publics, de la Mobilité, des Transports, du Bien-être animal et des Zonings,
C. DI ANTONIO

Le Ministre du Budget, des Finances,
de l'Energie, du Climat et des Aéroports,
J.-L. CRUCKE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité,
du Tourisme, du Patrimoine et délégué à la Grande Région,
R. COLLIN

La Ministre des Pouvoirs locaux,
du Logement et des Infrastructures sportives,
V. DE BUE

(1) Session 2018-2019.

Documents du Parlement wallon, 1075 (2018-2019) N^{os} 1 à 17.

Compte rendu intégral, séance plénière du 30 avril 2019.

Discussion.

Vote.

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2019/203885]

2. MAI 2019 — Dekret zur Abänderung des Dekrets vom 30. März 1995 über die Öffentlichkeit der Verwaltung und des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung zwecks der Stärkung der Rolle der Kommission für den Zugang zu den Verwaltungsunterlagen ("Commission d'accès aux documents administratifs" - CADA) der Wallonischen Region (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen und Wir, Wallonische Regierung, sanktionieren es:

Artikel 1 - Artikel 2 des Dekrets vom 30. März 1995 über die Öffentlichkeit der Verwaltung wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. 2 - § 1. Das vorliegende Dekret findet keine Anwendung auf die in Artikel D.6 Ziffer 11 des Buches I des Umweltgesetzbuches definierten Umweltinformationen.

Der in Artikel D.20.3 § 1 des Buches I des Umweltgesetzbuches genannte Berufungsausschuss ist mit der Anwendung des vorliegenden Dekrets beauftragt, was die Verwaltungsunterlagen in den Beschwerden betrifft, über die er im Rahmen des Berichtigungs- und Einspruchsverfahrens nach Teil III, Titel I, Kapitel II, Abschnitt 3 desselben Gesetzbuches zu befinden hat.

§ 2. Es beeinträchtigt nicht die dekretalen Bestimmungen, die eine größere Öffentlichkeit der Verwaltung vorsehen."

Art. 2 - In das Dekret vom 30. März 1995 über die Öffentlichkeit der Verwaltung wird nach Artikel 7 ein Kapitel IV mit der Überschrift "Kapitel IV - Beschwerden" eingefügt.

Art. 3 - Artikel 1 Absatz 1 Ziffer 1 des Dekrets vom 30. März 1995 über die Öffentlichkeit der Verwaltung wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"1° die regionalen Verwaltungsbehörden; die nicht regionalen Verwaltungsbehörden, jedoch nur insofern das Dekret aus Gründen, die sich aus den regionalen Befugnissen ergeben, die Öffentlichkeit von Verwaltungsunterlagen untersagt oder einschränkt; die in Artikel 3 des Dekrets vom 12. Februar 2004 über das Statut des öffentlichen Verwalters genannten Einrichtungen; die in Artikel 3 des Dekrets vom 12. Februar 2004 über das Statut des öffentlichen Verwalters genannten Einrichtungen für die kraft Artikel 138 der Verfassung geregelten Angelegenheiten; nachstehend als "Körperschaften" bezeichnet;"

Art. 4 - Artikel 1 Absatz 1 Ziffer 2 desselben Dekrets wird aufgehoben.

Art. 5 - In dem durch Artikel 2 eingefügten Kapitel IV wird Artikel 8 durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. 8 - § 1. Es wird eine nachstehend "Kommission" genannte Kommission für den Zugang zu den Verwaltungsunterlagen gegründet.

Die Kommission befindet über Beschwerden gegen - auch implizite - Ablehnungsbeschlüsse der zuständigen Körperschaft, die mit einem Antrag auf Einsichtnahme in, Mitteilung oder Berichtigung von einer Verwaltungsunterlage nach den Artikeln 6 und 7 des vorliegenden Dekrets befasst worden ist.

§ 2. Die Kommission kann ebenfalls von einer Körperschaft zu Rate gezogen werden.

§ 3. Die Kommission kann aus eigener Initiative Stellungnahmen über die allgemeine Anwendung des Dekrets abgeben. Sie kann dem Parlament Vorschläge über seine Anwendung und seine eventuelle Revision unterbreiten.

§ 4. Die Kommission besteht aus einem Vorsitzenden und fünf Mitgliedern, worunter einem Vizevorsitzenden, die von der Regierung benannt werden.

§ 5. Jedes Mandat hat eine Dauer von fünf Jahren ab der Benennungsurkunde und kann zweimal erneuert werden.

§ 6. Der Vorsitzende ist ein Magistrat oder ein Honorarmagistrat der französischen Sprachrolle. Ein Mitglied ist ein Magistrat oder ein Honorarmagistrat der französischen Sprachrolle.

Zwei Mitglieder verfügen über ein Universitätsdiplom und haben Kenntnisse in Verwaltungsrecht. Der Vizevorsitzende wird unter ihnen bestellt.

Zwei Mitglieder, die mindestens den Dienstrang A3 haben, werden unter den Beamten der Region oder der ihr unterstehenden juristischen Personen öffentlichen Rechts benannt. Letztere verfügen über eine beratende Stimme.

Bei Stimmgleichheit ist die Stimme des Vorsitzenden, oder seines Stellvertreters wenn der Vorsitzende verhindert oder abwesend ist, ausschlaggebend.

§ 7. Für jedes Mitglied wird ein Stellvertreter unter denselben Bedingungen wie die ordentlichen Mitglieder benannt.

§ 8. Falls ein Mitglied verhindert oder abwesend ist, wird es von seinem Stellvertreter ersetzt. Wenn ein Mitglied zurücktritt oder aus irgendeinem Grund der Kommission nicht mehr angehört, beendet der Stellvertreter das Mandat seines Vorgängers.

Wenn der Vorsitzende verhindert oder abwesend ist oder in Erwartung seiner Ersetzung, werden seine Aufgaben von seinem Stellvertreter wahrgenommen.

Wenn der Vorsitzende und sein Stellvertreter verhindert oder abwesend sind oder in Erwartung ihrer Ersetzung, werden seine Aufgaben von dem Vizevorsitzenden wahrgenommen.

Wenn der Vorsitzende, sein Stellvertreter und der Vizevorsitzende verhindert oder abwesend sind oder in Erwartung ihrer Ersetzung, werden die Aufgaben von dem Stellvertreter des Vizevorsitzenden wahrgenommen.

§ 9. Die Regierung bestimmt die Modalitäten für die Arbeitsweise der Kommission, einschließlich der Entlohnung ihrer Mitglieder, und der Zusammensetzung und Arbeitsweise ihres Sekretariats.

§ 10. Die vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets eingerichtete Kommission bleibt bis zu ihrer Erneuerung ordnungsgemäß gebildet. Sie übt die in vorliegendem Dekret festgelegten Aufgaben aus."

Art. 6 - In dasselbe Kapitel wird ein Artikel *8bis* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. *8bis* - Die Beschwerde bei der Kommission kann innerhalb einer Frist von 30 Tagen von jedem Antragsteller eingelegt werden, der von der zuständigen Körperschaft keine Genugtuung erhalten hat, indem er einen Antrag an das Sekretariat der Kommission per Einschreiben oder jegliches sonstige Mittel richtet, durch das der Versendung und Zustellung dieser Sendung ein sicheres Datum verliehen wird. Diese Frist von 30 Tagen läuft je nach Fall ab

- dem Tag nach dem Eingang des Ablehnungsbeschlusses;

- dem Tag nach dem Ablauf der in Artikel 6 § 5 oder Artikel 7 Absatz 2 genannten Frist.

In dem Antrag werden die Identität und der Wohnsitz des Antragstellers, die Identität und der Sitz der Körperschaft, die den Ablehnungsbeschluss gefasst hat, der genaue Gegenstand des Antrags und die Klagegründe angegeben. Der Antragsteller fügt ebenfalls den angefochtenen Ablehnungsbeschluss und, im Falle einer impliziten Ablehnung, die Dokumente zur Bescheinigung des bei der Körperschaft eingereichten Antrags bei.

Das Sekretariat der Kommission richtet unverzüglich per Einschreiben oder durch jegliches sonstige Mittel, durch das der Versendung und Zustellung dieser Sendung ein sicheres Datum verliehen wird, eine Kopie der bei ihr eingereichten Beschwerde an die betreffende Körperschaft."

Art. 7 - In dasselbe Kapitel wird ein Artikel *8ter* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. *8ter* - Die betreffende Körperschaft übermittelt dem Sekretär der Kommission binnen fünfzehn Tagen nach dem Antrag eine Kopie der Unterlage, die Gegenstand des Antrags des Antragstellers ist, sowie alle tatsächlichen oder rechtlichen Elemente, Dokumente oder Auskünfte, die ihren Ablehnungsbeschluss begründet haben. Gegebenenfalls fügt sie eine Mitteilung mit ihren Bemerkungen bei. Vorbehaltlich der Beachtung der in Artikel 6 des vorliegenden Dekrets vorgesehenen Ausnahmen übermittelt die Kommission dem Antragsteller eine Kopie dieser Bemerkungen per Einschreiben oder durch jegliches sonstige Mittel, durch das der Versendung und Zustellung dieser Sendung ein sicheres Datum verliehen wird.

Wenn die betreffende Körperschaft keine Kopie der Unterlage oder der sonstigen Elemente, Dokumente oder Auskünfte übermittelt, die ihren Ablehnungsbeschluss begründen, so gibt die Kommission von Amts wegen der Beschwerde statt und beschließt, vorbehaltlich der Einhaltung der in Artikel 6 des vorliegenden Dekrets vorgesehenen Ausnahmen, die Vorlage der beantragten Unterlage. Die betreffende Körperschaft führt den Beschluss der Kommission innerhalb der von Letzterer eingeräumten Frist aus. Diese Frist beträgt mindestens 15 und höchstens 60 Tage."

Art. 8 - In dasselbe Kapitel wird ein Artikel *8quater* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. *8quater* - § 1. Der Antragsteller oder sein Beirat, sowie die zuständige Körperschaft oder ihr Vertreter werden auf ihren Antrag von der Kommission angehört.

Beantragt eine Partei eine Anhörung, so werden die anderen Parteien zum Erscheinen eingeladen.

§ 2. Die Kommission kann alle betroffenen Parteien sowie gegebenenfalls Sachverständige und Personalmitglieder der betreffenden Körperschaft anhören, um zusätzliche Informationen anzufordern. Bei der Anhörung wird der Grundsatz des kontradiktorischen Verfahrens beachtet.“

Art. 9 - In dasselbe Kapitel wird ein Artikel *8quinquies* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. *8quinquies* - § 1. Die Kommission entscheidet über die Beschwerde unter Ausschluss der Öffentlichkeit und unterrichtet den Antragsteller und die betreffende Körperschaft über ihre Entscheidung binnen fünfundvierzig Tagen ab dem Eingang der Kopie der Verwaltungsunterlage, die Gegenstand des Antrags ist, per Einschreiben oder durch jegliches sonstige Mittel, durch das der Versendung und Zustellung dieser Sendung ein sicheres Datum verliehen wird. Sie kann diese Frist durch einen begründeten Beschluss jedoch um eine Höchstdauer von 15 Tagen verlängern. Im Falle einer Anhörung wird diese Frist von Amts wegen um 15 Tage verlängert. Diese Frist wird vom 16. Juli bis zum 15. August unterbrochen.

§ 2. Wenn die Kommission der Beschwerde stattgibt, so führt die betreffende Körperschaft ihren Beschluss binnen der von der Kommission in ihrem Beschluss eingeräumten Frist aus. Diese Frist beträgt mindestens 15 und höchstens 60 Tage. Die Regierung bestimmt die anwendbaren Strafmaßnahmen, wenn Absatz 1 nicht beachtet wird.“

Art. 10 - In dasselbe Kapitel wird ein Artikel *8sexies* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. *8sexies* - Die Kommission erfüllt ihre Aufgabe unabhängig und unparteiisch. Bei der Bearbeitung der Beschwerden darf sie keinerlei Anweisungen erhalten. Ihre Mitglieder dürfen nicht wegen der Gründe der Entscheidungen, die im Rahmen der ihnen durch dieses Dekret oder seine Ausführungserlasse zugewiesenen Aufgaben getroffen werden, Gegenstand einer Bewertung- oder eines Disziplinarverfahrens sein.“

Art. 11 - In dasselbe Dekret wird nach Artikel *8sexies* ein Kapitel V mit der Überschrift “Kapitel V - Verschiedene Bestimmungen” eingefügt.

Art. 12 - In das durch Artikel 11 eingefügte Kapitel V wird ein Artikel *8septies* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. *8septies* - Die Kommission veröffentlicht auf einer Internetseite mindestens die folgenden Informationen:

- 1° verständliche Informationen über die aktive und passive Öffentlichkeit von Verwaltungsunterlagen;
- 2° eine Anleitung über die Weise, wie Verwaltungsunterlagen zu beantragen sind, welche Elemente dieser Antrag enthalten muss, und an wen der Antrag gestellt werden kann;
- 3° Auskünfte über das Einreichen einer Beschwerde, wenn ein Ersuchen um Verwaltungsunterlagen abgelehnt oder nicht beantwortet wurde;
- 4° ihre im Voraus anonymisierten Entscheidungen über Beschwerden.“

Art. 13 - In dasselbe Kapitel wird ein Artikel *8octies* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. *8octies* - Die Kommission übermittelt dem Wallonischen Parlament jedes Jahr, spätestens zum 30. Juni, einen Bericht über die eingereichten Beschwerden, sowie über die allgemeine Anwendung der Bestimmungen über die Öffentlichkeit der Verwaltung im Laufe des vorigen Kalenderjahres.

Die Kommission übermittelt der Regierung eine Kopie ihres Berichts.“

Art. 14 - In Artikel 1 Absatz 2 Ziffer 2 des Dekrets vom 30. März 1995 über die Öffentlichkeit der Verwaltung wird das Wort “Verwaltungsbehörde” durch das Wort “Körperschaft” ersetzt.

In Artikel 3 des Dekrets vom 30. März 1995 über die Öffentlichkeit der Verwaltung wird das Wort “regionalen Verwaltungsbehörden” durch das Wort “Körperschaften” ersetzt.

In den nachstehenden Artikeln des Dekrets vom 30. März 1995 über die Öffentlichkeit der Verwaltung wird das Wort “regionale Verwaltungsbehörde” durch das Wort “Körperschaft” ersetzt:

- Artikel 3;
- Artikel 4;
- Artikel 5;
- Artikel 6 §§ 3 und 5;
- Artikel 7;
- Artikel 9.

In Artikel 6 § 1 und 2 des Dekrets vom 30. März 1995 über die Öffentlichkeit der Verwaltung werden die Wörter “Die regionale oder nicht regionale Verwaltungsbehörde” durch die Wörter “Die Körperschaft oder die nicht regionale Verwaltungsbehörde” ersetzt.

In den nachstehenden Artikeln des Dekrets vom 30. März 1995 über die Öffentlichkeit der Verwaltung wird das Wort “Behörde” durch das Wort “Körperschaft” ersetzt:

- Artikel 5 Absatz 2;
- Artikel 6 § 3 Absatz 1 Ziffer 2;
- Artikel 7 Absatz 1 und 3;
- Artikel 9 Absatz 3.

Art. 15 - In dem einzigen Kapitel von Titel VI “Öffentlichkeit der Verwaltung” des Buches 5 des ersten Teils des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung, mit den Artikeln L1561-1 bis L1561-13, wird das Wort “Interkommunale” jeweils durch die Wörter “Interkommunale oder Gesellschaft mit einer bedeutenden lokalen öffentlichen Beteiligung im Sinne von Artikel L5111-1 Absatz 1 Ziffer 10 des Kodex” ersetzt.

Art. 16 - Artikel L1561-8 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung wird durch Folgendes ersetzt:

“Art. L1561-8 - § 1. Wenn die betreffende Interkommunale oder Gesellschaft mit einer bedeutenden lokalen öffentlichen Beteiligung im Sinne von Artikel L5111-1 Absatz 1 Ziffer 10 des Kodex einen Antrag auf Einsichtnahme, Mitteilung oder Berichtigung - selbst implizit - ablehnt, kann der Antragsteller bei der Kommission für den Zugang zu den Verwaltungsunterlagen nach Artikel 8 des Dekrets vom 30. März 1995 über die Öffentlichkeit der Verwaltung eine Beschwerde gegen diesen Beschluss einreichen.

Die Beschwerde wird nach den in dem oben genannten Dekret bestimmten Modalitäten und Fristen eingereicht und untersucht.

§ 2. Diese Kommission kann aus eigener Initiative Stellungnahmen über die allgemeine Anwendung des vorliegenden Titels abgeben. Sie kann der gesetzgebenden Gewalt Vorschläge zu seiner Anwendung und eventuellen Revision unterbreiten.“

Art. 17 - In Artikel L3211-3 Absatz 1 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung werden die Wörter "Vorliegendes Buch ist auf die Verwaltungsbehörden der Provinzen und Gemeinden anwendbar" durch die Wörter "Vorliegendes Buch ist auf die Verwaltungsbehörden der Provinzen und Gemeinden, auf die kommunalen Vereinigungen ohne Gewinnerzielungsabsicht, auf die provinziellen Vereinigungen ohne Gewinnerzielungsabsicht, auf die autonomen Gemeinderegien, auf die autonomen Provinzialregien, auf die Vereinigungen öffentlicher Behörden im Sinne von Artikel 118 des Grundlagengesetzes über die öffentlichen Sozialhilfzentren, auf die Projektvereinigungen, auf die Wohnungsbaugesellschaften öffentlichen Rechts, nachstehend "Körperschaften" genannt, anwendbar" ersetzt.

Art. 18 - Artikel L3231-5 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. L3231-5 - § 1. Wenn die Körperschaft einen Antrag auf Einsichtnahme, Mitteilung oder Berichtigung - selbst implizit - ablehnt, kann der Antragsteller bei der Kommission für den Zugang zu den Verwaltungsunterlagen nach Artikel 8 des Dekrets vom 30. März 1995 über die Öffentlichkeit der Verwaltung eine Beschwerde gegen diesen Beschluss einreichen.

Die Beschwerde wird nach den in dem oben genannten Dekret bestimmten Modalitäten und Fristen eingereicht und untersucht.

§ 2. Diese Kommission kann aus eigener Initiative Stellungnahmen über die allgemeine Anwendung des vorliegenden Buches abgeben. Sie kann der gesetzgebenden Gewalt Vorschläge zu seiner Anwendung und eventuellen Revision unterbreiten."

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 2. Mai 2019

Der Ministerpräsident

W. BORSUS

Die Ministerin für soziale Maßnahmen, Gesundheit, Chancengleichheit,
den öffentlichen Dienst und die administrative Vereinfachung

A. GREOLI

Der Minister für Wirtschaft, Industrie, Forschung,
Innovation, digitale Technologien, Beschäftigung und Ausbildung

P.-Y. JEHOLET

Der Minister für Umwelt, den ökologischen Wandel, Raumordnung, öffentliche Arbeiten,
Mobilität, Transportwesen, Tierschutz, und Gewerbegebiete

C. DI ANTONIO

Der Minister für Haushalt, Finanzen,
Energie, Klima und Flughäfen

J.-L. CRUCKE

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten,
Tourismus, Denkmalschutz, und Vertreter bei der Großregion

R. COLLIN

Die Ministerin für lokale Behörden,
Wohnungswesen und Sportinfrastrukturen

V. DE BUE

(1) Sitzung 2018-2019.

Dokumente des Wallonischen Parlaments, 1075 (2018-2019) Nr. 1 bis 17.

Ausführliches Sitzungsprotokoll, Plenarsitzung vom 30. April 2019.

Diskussion

Abstimmung

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2019/203885]

2 MEI 2019. — Decreet tot wijziging van het decreet van 30 maart 1995 betreffende de openbaarheid van bestuur en het Wetboek van de Plaatselijke Democratie en de Decentralisatie met het oog op het toewijzen van een sterkere rol aan de Commissie voor de toegang tot de bestuursdocumenten (Franse afkorting "CADA") van het Waalse Gewest (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Artikel 2 van het decreet van 30 maart 1995 betreffende de openbaarheid van bestuur wordt vervangen door hetgeen volgt :

"Art. 2. § 1. Dit decreet is niet van toepassing op leefmilieu-informatie zoals omschreven in artikel D.6, 11°, van Boek 1 van het Milieuwetboek.

De beroepscommissie bedoeld in artikel D.20.3, § 1, van Boek 1 van het Milieuwetboek is belast met de toepassing van dit decreet voor de bestuursdocumenten in de beroepen die zij moet behandelen ten titel van de procedure voor de rechtzetting en de beroepen als bedoeld in Afdeling 3, Hoofdstuk II, Titel I, van Deel III van hetzelfde Wetboek.

§ 2. Deze titel doet geen afbreuk aan de decreetsbepalingen die in een ruimere openbaarheid van bestuur voorzien."

Art. 2. In het decreet van 30 maart 1995 betreffende openbaarheid van bestuur wordt na artikel 7 een hoofdstuk IV ingevoerd, met als opschrift "Hoofdstuk IV - Beroepen".

Art. 3. Artikel 1, lid 1, 1^o, van het decreet van 30 maart 1995 betreffende de openbaarheid van bestuur wordt gewijzigd als volgt :

"1^o op de gewestelijke administratieve overheden; op de andere administratieve overheden dan de gewestelijke, maar dan enkel voor zover het decreet, om redenen vallend onder de gewestelijke bevoegdheden, de openbaarheid van de bestuursdocumenten verbiedt of beperkt; op de instellingen bedoeld bij artikel 3 van het decreet van 12 februari 2004 betreffende statuut van de overheidsbestuurder; op de instellingen bedoeld bij artikel 3 van het decreet van 12 februari 2004 betreffende het statuut van de overheidsbestuurder voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet; hierna, de entiteiten;"

Art. 4. Artikel 1, lid 1, 2^o, van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 5. In Hoofdstuk IV, ingevoegd bij artikel 2, wordt artikel 8 vervangen door hetgeen volgt :

"Art. 8. § 1. Er wordt een commissie voor de toegang tot de bestuursdocumenten opgericht, hierna "de Commissie" genoemd".

De Commissie behandelt de beroepen, ingediend tegen de, zelfs impliciete, beslissingen tot verwerping, door de bevoegde entiteit waarbij een aanvraag tot inzage, overlegging of rechtzetting van een bestuursdocument wordt ingediend, overeenkomstig de artikelen 6 en 7 van dit decreet.

§ 2. De Commissie kan eveneens door een entiteit geraadpleegd worden.

§ 3. De Commissie kan op eigen initiatief adviezen uitbrengen over de algemene toepassing van het decreet. Zij kan het Parlement voorstellen voorleggen voor de toepassing en eventuele herziening ervan.

§ 4. De Commissie bestaat uit een voorzitter en vijf leden, onder wie een ondervoorzitter, die door de Regering aangewezen worden.

§ 5. Elk mandaat geldt 5 jaar vanaf de datum van het aanwijzingsbesluit en is twee keer hernieuwbaar.

§ 6. De voorzitter is een magistraat of eremagistraat van de Franstalige rol. Een lid is magistraat of eremagistraat van de Franstalige rol.

Twee leden zijn houders van een diploma van het universitair onderwijs en bezitten kennis inzake administratief recht. Onder hen wordt de ondervoorzitter aangewezen.

Onder de ambtenaren van het Gewest of van de publiekrechtelijke rechtspersonen die ervan afhangen, van minstens rang A3, worden twee leden benoemd. Zij beschikken over een raadgevende stem.

Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter, diens plaatsvervanger bij verhindering of afwezigheid van de voorzitter, doorslaggevend.

§ 7. Er wordt voor elk der leden een plaatsvervanger benoemd, onder dezelfde voorwaarden als de gewone leden.

§ 8. Bij afwezigheid of verhindering van een lid wordt genoemd lid vervangen door zijn plaatsvervanger. Als een lid ontslagnemend is of om enige reden ophoudt, deel uit te maken van de Commissie, voltooit diens plaatsvervanger het mandaat van zijn voorganger.

Bij afwezigheid of verhindering van de voorzitter of in afwachting van diens vervanging worden zijn opdrachten vervuld door zijn plaatsvervanger.

Bij afwezigheid of verhindering van de voorzitter en diens plaatsvervanger of in afwachting van hun vervanging worden zijn opdrachten vervuld door de ondervoorzitter.

Bij afwezigheid of verhindering van de voorzitter, diens plaatsvervanger en de ondervoorzitter of in afwachting van hun vervanging worden de opdrachten vervuld door de plaatsvervanger van de ondervoorzitter.

§ 9. De Regering bepaalt de nadere werkingsregels van de Commissie, met inbegrip van de vergoeding van haar leden, en de samenstelling en de werking van het secretariaat ervan.

§ 10. De Commissie, ingesteld voor de inwerkingtreding van dit decreet, blijft geldig samengesteld tot de hernieuwing ervan. Zij oefent de opdrachten omschreven bij dit decreet uit."

Art. 6. In hetzelfde hoofdstuk wordt een artikel *8bis* ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. *8bis*. Het beroep voor de Commissie kan worden ingediend door iedere aanvrager die niet voldoening gekregen heeft van de bevoegde entiteit, bij verzoekschrift gericht aan het secretariaat van de Commissie via aangetekend schrijven of ieder ander middel waarmee een vaste datum wordt verleend aan de zending en de uitreiking ervan binnen een termijn van dertig dagen, welke al naar gelang ingaat:

- daags na de ontvangst van de beslissing tot afwijzing;
- daags na verstrijken van de termijn bedoeld in artikel 6, § 5, of in artikel 7, lid 2.

In het verzoekschrift staan de identiteit en de woonst van de verzoeker vermeld, evenals de identiteit en de zetel van de entiteit die de beslissing tot afwijzing heeft genomen, het exact omschreven voorwerp van de aanvraag en de beroepsmiddelen. De verzoeker voegt daar eveneens de omstreden beslissing tot afwijzing bij of, bij een impliciete beslissing tot afwijzingen, de documenten waaruit de aanvraag blijkt die hij bij de entiteit heeft ingediend.

Het secretariaat van de Commissie richt onverwijld, en bij aangetekend schrijven of bij ieder ander middel waarmee een vaste datum wordt verleend aan de zending en aan de uitreiking van de zending, een afschrift van het beroep dat bij haar is ingediend aan de betrokken entiteit."

Art. 7. In hetzelfde hoofdstuk wordt een artikel *8ter* ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. *8ter*. De betrokken entiteit maakt een afschrift van het document dat het voorwerp uitmaakt van de aanvraag van de verzoeker, binnen de vijftien dagen van de aanvraag, evenals ieder ander rechtelijk of feitelijk element, stuk of gegeven dat haar beslissing tot afwijzing heeft gemotiveerd, aan de secretaris van de Commissie over. Daar voegt zij in voorkomend geval een opmerkingennota bij. De Commissie richt, middels de inachtneming van de uitzonderingen bepaald in artikel 6 van dit decreet, bij aangetekend schrijven of bij ieder ander middel dat een vaste datum verleent aan de zending en aan de uitreiking van die zending, een afschrift van die opmerkingennota aan de verzoeker.

Als de betrokken entiteit geen afschrift overmaakt van het document of van ieder ander element, document of gegeven dat haar beslissing tot afwijzing staft, gaat de Commissie van ambtswege in op het beroep en beslist, middels de inachtneming van de uitzonderingen bepaald in artikel 6 van dit decreet, tot de overlegging van het aangevraagde document. De betrokken entiteit voert de beslissing van de Commissie binnen de door laatstgenoemde opgelegde termijn uit. Die termijn bedraagt minstens vijftien en hoogstens zestig dagen."

Art. 8. In hetzelfde hoofdstuk wordt een artikel *8quater* ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. *8quater*. § 1. De verzoeker of diens raadsman, evenals de bevoegde entiteit of haar gemachtigde, worden, op hun verzoek, door de Commissie gehoord.

Wanneer een partij verzoekt gehoord te worden, worden de andere partijen verzocht te verschijnen.

§ 2. De Commissie kan alle betrokken partijen horen, evenals in voorkomend geval de deskundigen en personeelsleden van de betrokken entiteit, om bijkomende informatie te vragen. In de hoorzitting wordt het beginsel van tegensprekelijk debat in acht genomen."

Art. 9. In hetzelfde hoofdstuk wordt een artikel *8quinquies* ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. *8quinquies*. § 1. De Commissie spreekt zich achter gesloten deuren over het beroep uit en brengt haar beslissing ter kennis van de verzoeker en van de betrokken entiteit, bij aangetekend schrijven of ieder ander middel waarmee een vaste datum wordt verleend aan de zending en aan de uitreiking van die zending, binnen een termijn van vijftien dagen te rekenen van de ontvangst van het afschrift van het bestuursdocument dat het voorwerp uitmaakt van de aanvraag. Zij kan deze termijn evenwel met maximum vijftien dagen verlengen. In geval van een hoorzitting wordt de termijn van ambtswege met vijftien dagen verlengd. Hij wordt van 16 juli tot en met 15 augustus geschorst.

§ 2. Als de Commissie op het beroep ingaat, voert de betrokken entiteit deze beslissing uit binnen de termijn die de Commissie in haar beslissing vermeldt. Die termijn bedraagt minstens vijftien en hoogstens zestig dagen. De Regering legt de straffen vast voor de niet-inachtneming van lid 1."

Art. 10. In hetzelfde hoofdstuk wordt een artikel *8sexies* ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. *8sexies*. De Commissie is onafhankelijk en onpartijdig in het uitvoeren van haar opdracht. Tijdens de behandeling van de beroepen, kan zij geen enkele onderrichting krijgen. Haar leden kunnen niet beoordeeld of aan een tuchtprocedure onderworpen worden wegens motieven vervat in de beslissingen die zij aangenomen hebben in het kader van de hen bij dit decreet of de uitvoeringsbesluiten ervan toegewezen taken."

Art. 11. In hetzelfde decreet wordt, na artikel *8sexies*, een hoofdstuk V ingevoegd, met als opschrift "Hoofdstuk V - Verscheidene bepalingen".

Art. 12. In hoofdstuk V, ingevoegd bij artikel 11, wordt een artikel *8septies* ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. *8septies*. De Commissie maakt op een website minstens volgende informatie bekend :

1° begrijpelijke informatie over actieve en passieve openbaarheid van bestuursdocumenten;

2° een gebruiksaanwijzing over de wijze waarop bestuursdocumenten worden aangevraagd, de elementen die in de aanvraag vervat moeten zijn, aan welke entiteit de aanvraag gericht kan worden;

3° informatie in verband met de indiening van een beroep bij afwijzing of uitblijven van een antwoord op een aanvraag tot het krijgen van bestuursdocumenten;

4° haar, vooraf anoniem gemaakte, beslissingen over de beroepen."

Art. 13. In hetzelfde hoofdstuk wordt een artikel *8octies* ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. *8octies*. Jaarlijks en uiterlijk 30 juni maakt de Commissie een verslag over de in de loop van het voorgaande jaar ingediende beroepen en over de algemene toepassing van de bepalingen inzake openbaarheid van bestuur aan het Waals Parlement over.

De Commissie maakt een afschrift van haar verslag aan de Regering over."

Art. 14. In het decreet van 30 maart 1995 betreffende openbaarheid van bestuur worden, in artikel 1, lid 2, 2°, de woorden "administratieve overheid" vervangen door het woord "entiteit".

In het decreet van 30 maart 1995 betreffende openbaarheid van bestuur worden, in artikel 3, de woorden "gewestelijke administratieve overheden" vervangen door het woord "entiteiten".

In het decreet van 30 maart 1995 betreffende openbaarheid van bestuur worden, in onderstaande artikelen, de woorden "gewestelijke administratieve overheid" vervangen door het woord "entiteit":

- artikel 3;
- artikel 4;
- artikel 5;
- artikel 6, §§ 3 en 5;
- artikel 7;
- artikel 9.

In het decreet van 30 maart 1995 betreffende openbaarheid van bestuur worden, in artikel 6, §§ 1 en 2, de woorden "gewestelijke of niet-gewestelijke administratieve overheid" vervangen door het woord "entiteit of de niet-gewestelijke administratieve overheid".

In het decreet van 30 maart 1995 betreffende openbaarheid van bestuur wordt, in onderstaande artikelen, het woord "overheid" vervangen door het woord "entiteit" :

- artikel 5, lid 2;
- artikel 6, § 3, lid 1, 2°;
- artikel 7, leden 1 en 3;
- artikel 9, lid 3.

Art. 15. In het enig hoofdstuk van Titel VI "Openbaarheid van bestuur", bevattende de artikelen L1561-1 tot L1561-13, van Boek 5 van Deel I van het Wetboek van de Plaatselijke Democratie en de Decentralisatie worden de woorden "de intercommunale" telkenmale gevolgd door de woorden "of de maatschappij met een significante lokale overheidsparticipatie" in de zin van artikel L5111-1, lid 1, 10°, van het Wetboek".

Art. 16. Artikel L1561-8 van het Wetboek van de Plaatselijke Democratie en de Decentralisatie wordt vervangen als volgt :

"Art. L1561-8. § 1. Als de betrokken intercommunale of maatschappij met een significante overheidsparticipatie in de zin van artikel L5111-1, lid 1, 10°, van het Wetboek een aanvraag tot inzage, overmaking of rechtzetting zelfs impliciet verwerpt, kan de aanvrager een beroep tegen deze beslissing indienen bij de Commissie voor de toegang tot de bestuursdocumenten bedoeld in artikel 8 van het decreet van 30 maart 1995 betreffende de openbaarheid van bestuur.

Het beroep wordt uitgeoefend en behandeld volgens de bepalingen en met de termijnen bedoeld in bovenvermeld decreet.

§ 2. De Commissie kan op eigen initiatief adviezen uitbrengen over de algemene toepassing van deze titel. Zij kan de wetgevende macht voorstellen voorleggen voor de toepassing en eventuele herziening ervan."

Art. 17. In artikel L3211-3, lid 1, van het Wetboek van de Plaatselijke Democratie en de Decentralisatie worden de woorden " , op de gemeentelijke vzw's, de provinciale vzw's, de autonome gemeentebedrijven, de autonome provinciebedrijven, de verenigingen van overheden bedoeld in artikel 118 van de organieke wet op de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, op de projectverenigingen, op de openbare huisvestingsmaatschappijen, hierna de entiteiten." ingevoegd na de woorden "op de provinciale en gemeentelijke administratieve overheden".

Art. 18. Artikel L3231-5 van het Wetboek van de Plaatselijke Democratie en de Decentralisatie wordt vervangen als volgt :

"Art. L3231-5. § 1. Als de entiteit zelfs impliciet een aanvraag tot inzage, overmaking of rechtzetting verwerpt, kan de aanvrager een beroep tegen deze beslissing indienen voor de Commissie voor de toegang tot de bestuursdocumenten bedoeld in artikel 8 van het decreet van 30 maart 1995 betreffende de openbaarheid van bestuur.

Het beroep wordt uitgeoefend en behandeld volgens de bepalingen en met de termijnen bedoeld in bovenvermeld decreet.

§ 2. Deze Commissie kan op eigen initiatief adviezen uitbrengen over de algemene toepassing van deze titel. Zij kan de wetgevende macht voorstellen voorleggen voor de toepassing en eventuele herziening ervan.”.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 2 mei 2019.

De Minister-President,
W. BORSUS

De Minister van Sociale Actie,
Gelijke Kansen, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,
A. GREOLI

De Minister van Economie, Industrie, Onderzoek, Innovatie,
Digitale Technologieën, Tewerkstelling en Vorming,
P.-Y. JEHOLET

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening,
Openbare Werken, Mobiliteit, Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,
C. DI ANTONIO

De Minister van Begroting, Financiën,
Energie, Klimaat en Luchthavens,
J.-L. CRUCKE

De Minister van Landbouw, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden,
Toerisme, Erfgoed en afgevaardigd bij de Grote Regio,
R. COLLIN

De Minister van de Plaatselijke Besturen,
Huisvesting en Sportinfrastructuur,
V. DE BUE

(1) Zitting 2018-2019.

Stukken van het Waals Parlement 1075 (2018-2019) Nrs. 1 tot 17.

Volledig verslag, plenaire zitting van 30 april 2019.

Bespreking.

Stemming.

AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C – 2019/41833]

Personnel. — Promotion

Par arrêté royal du 22 juillet 2019, Monsieur Johan MEULDERS, est promu par avancement à la classe supérieure dans la classe A2 avec le titre d'attaché au Service Public Fédéral Intérieur dans un emploi du cadre linguistique néerlandais, à partir du 1^{er} août 2019.

Conformément aux lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, un recours peut être introduit endéans les soixante jours après cette publication. La requête doit être envoyée sous pli recommandé à la poste, au Conseil d'Etat, rue de la Science 33, à 1040 BRUXELLES.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C – 2019/41833]

Personeel. — Bevordering

Bij koninklijk besluit van 22 juli 2019, wordt de heer Johan MEULDERS, bevorderd door verhoging naar de hogere klasse in de klasse A2, met de titel van attaché bij Federale OverheidsdienstBinnenlandse Zaken, in een betrekking van het Nederlandse taalkader, met ingang van 1 augustus 2019.

Overeenkomstig de gecoördineerde wetten op de Raad van State kan beroep worden ingediend binnen de zestig dagen na deze bekendmaking. Het verzoekschrift hiertoe dient bij ter post aangetekende brief aan de Raad van State, Wetenschapsstraat 33, te 1040 BRUSSEL te worden toegezonden.

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C – 2019/14213]

Chef de corps de la police locale. — Désignation

Par arrêté royal du 17 août 2019, M. Vincent BRAYE est désigné, pour un terme de cinq ans, au mandat de chef de corps de la police locale de la zone de police SECOVA.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C – 2019/14213]

Korpschef van de lokale politie. — Aanwijzing

Bij koninklijk besluit van 17 augustus 2019 wordt de heer Vincent BRAYE aangewezen in het mandaat van korpschef van de lokale politie van de politiezone SECOVA voor een termijn van vijf jaar.